Cet article est diffusé avec l'autorisation de l'éditeur

Les Jeux: aubaine ou casse-tête

Sion 2026 vient d'être choisie par Swiss Olympic. Ses enjeux touristiques restent au cœur de cette candidature d'envergure nationale. Confrontation d'idées.

ALEXANDRE CALDARA

La station de Verbier sera un des sites retenus pour les sports de neige. ldd

Par réflexe on se tourne vers Sion Tourisme au moment d'aborder les impacts touristiques de la candidature de Sion 2026. Un vieux réflexe datant de la candidature de 2006. Jean-Marc Jacquod directeur de l'OT nous renvoie, comme lui demande le Service des Sports de la Ville de Sion, à Grégory Saudan, membre du comité exécutif et employé à l'administration de Christian Constantin, vice-président de Sion 2026. «C'est une candidature nationale, avec un impact national, impliquant les cantons du Valais, Vaud, Fribourg, Berne et les Grisons», précise d'emblée Grégory Saudan. D'autant qu'elle est portée officiellement depuis hier par Swiss Olympic. Grégory Saudan précise tout de même: «Sion en tant que ville hôte aurait une exposition plus importante, avec un impact fort en termes d'image. Déjà pendant la phase de visite des sites au début de la candidature en 2018. Ensuite, si le dossier est choisi par le CIO en été 2019, pendant les travaux techniques où la ville peut bénéficier de réels impacts économiques.»

Les préoccupations touristiques figurent en bonne place dans le dossier de candidature. En page 8, la notion d'accueil est pointée du doigt: «Il faudra fédérer les intervenants de toute une industrie autour de critères de qualité exigeants et modernes, avec pour conséquence une revitalisation de l'accueil dans notre pays.» Puis en page 14: «Sous l'égide d'un tourisme quatre saisons nous allons promouvoir le concept de double legacy où chaque installation olympique trouvera une véritable utilisation future en hiver et en été.» Pour Christophe Clivaz, opposé à cette candidature et qui s'exprime en tant que professeur en tourisme de l'Institut de géographie et de durabilité de l'Université de Lausanne sur le site de Sion: «Ces réflexions sur un tourisme quatre saisons figurent sur des documents internes, mais ce message ne passe pas auprès de la population qui en Valais exprime encore beaucoup de résistances au projet et qui pourrait lancer un référendum quand elle en saura plus, au courant de l'année prochaine. Je ne trouve pas pertinent l'idée d'organiser des JO d'hiver en Suisse, ce qui implique de renouveler les infrastructures liées à la pratique du ski et d'encourager le recours à l'enneigement artificiel. Je ne dis pas qu'il faut abandonner le ski, mais je suggère d'arrêter la course aux armements.» Celui qui est par ailleurs conseiller communal Les Verts à Sion fait notamment référence au projet de loi sur l'encouragement des remontées mécaniques acceptée récemment en première lecture par le parlement cantonal: «Pour la première fois dans notre canton, une aide à fonds perdus d'une activité économique est envisagée, soutenue par certains tenants du libéralisme.»

> «Il ne faut pas abandonner le ski. Mais je suggère d'arrêter la course aux armements.»
>
> **Christophe Clivaz**
> Professeur de tourisme à l'UNIL

«Les sports de glace se dérouleront en ville»

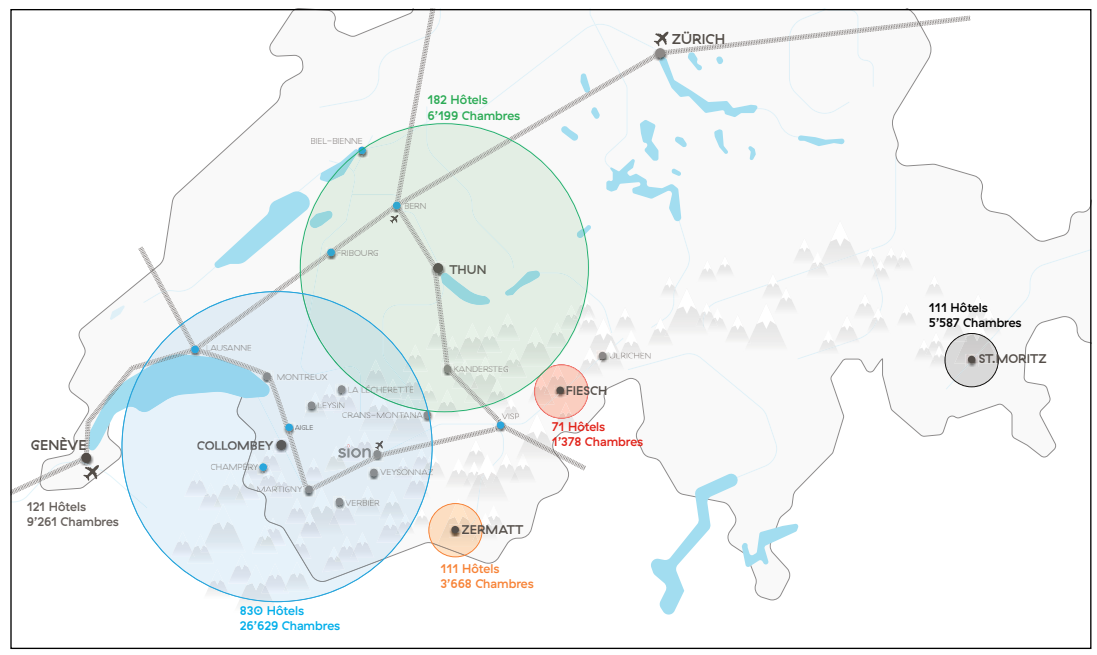
Pour Christophe Clivaz, la situation actuelle ne s'explique pas que par un désintérêt lié au ski ou à l'évolution climatique il relève aussi la force du franc: «Mais pourquoi ne pas réfléchir autrement… Avec une réorientation sur l'été.» Pour Grégory Saudan, chaque site se veut fonctionnel en hiver et en été. Il donne un exemple: «Dans la vallée de Conches, l'ensemble des sites de ski de fond pourront se transformer pour accueillir le ski à roulettes l'été.» Il réfute aussi l'argumentaire qui consiste à penser que seules les régions alpines bénéficieront de l'aubaine: «Les sports de glace se dérouleront en ville et profiteront d'un tourisme urbain. Tout sera réfléchi de manière duale, on pourra faire les boutiques à Montreux le matin et se retrouver sur les pistes l'après-midi. Grâce à notre très bon réseau de transports, une des forces de notre dossier.»

Le groupe tourisme a bénéficié de l'expertise de Claude Petitpierre

Grégory Saudan nous apprend qu'un groupe de travail tourisme a été constitué. Son coordinateur Jean-Pierre Strebel, ancien président de l'Office du tourisme vaudois et spécialiste du sport international, nous précise les principaux enseignements tirés de ce groupe: «Depuis plusieurs années, le nombre de nuitées touristiques hivernales dans la plupart des cantons alpins sont en baisse et le nombre de journées skieurs a diminué de 17% ces dix dernières années alors qu'il a augmenté de 8% en Autriche et France. Cette situation est en grande partie liée au manque de lits commercialisables dans nos stations, les coûts de construction des nouveaux hôtels sont trop élevés et ils sont souvent inadaptés à la demande. Il ne serait pas raisonnable d'organiser des Jeux dans le seul but de bénéficier des retombées économiques et médiatiques pendant quinze jours. Les JO d'hiver sont une occasion unique de se remettre en question et par exemple de repenser le modèle économique du tourisme pour les 15 à 20 années à venir.»

Ce groupe a aussi bénéficié de l'expertise de Claude Petitpierre, ancien directeur de Lausanne Tourisme et ancien secrétaire de la candidature de Lausanne aux JO d'hiver 1988. Christophe Clivaz, qui ne connaissait pas l'existence de ce groupe de travail, pense aussi que l'enjeu de la conversion de lits froids en lits chauds reste central: «Cela va dans le sens de la nomination récente d'Eric Balet comme administrateur délégué de Téléverbier, il aura notamment comme mission de veiller sur cet enjeu. Par contre dans le dossier Sion 2026 j'entends surtout que la capacité hôtelière actuelle suffit.» En effet, le dossier insiste sur la capacité de chambres existantes dans deux rayons de cinquante kilomètres entre Collombey et Thoune ce qui garantirait déjà les chambres demandées par le CIO.

> «Les JO d'hiver sont une occasion unique de se remettre en question.»
>
> **Jean Pierre Strebel**
> Coordinateur tourisme Sion 2026



Les capacités actuelles hôtelières calculées par Sion 2026 pourraient satisfaire le CIO. ldd

S'affranchir de Constantin

La candidature Sion 2026 devrait connaître encore de nombreuses étapes. Elle est pour l'heure budgétée à 1,6 milliards de francs avec environ 650 millions couverts par les droits TV, les billets d'entrée, le sponsoring.

Et un budget d'infrastructures limité selon Grégory Saudan à la construction d'un nouveau tremplin de ski à Kandersteg à 25 millions de francs avec une participation de la Confédération et de deux anneaux de vitesse à Aigle, entre 30 et 35 million envisagés avec la communauté urbaine. «Il faudra que toutes les infrastructres de remontées mécaniques soient au top en 2026 avec des amortissements sur 30 ans», estime Christophe Clivaz.

Pour Jean-Pierre Strebel: «Il sera indispensable que la coordination entre les organisateurs des JO et les pouvoirs publics associés aux acteurs prisés du tourisme qui fixeront et investiront la stratégie de l'avenir soit parallèle et cohérente.» Pour s'affirmer le projet devra aussi s'affranchir de l'identité de son premier initiateur Christian Constantin pour devenir national, même son employé Grégory Saudan en convient.

Pour Christophe Clivaz, que cette candidature ne vienne pas des milieux sportifs, ni du tourisme, ni des collectivités publiques constitue: «Il émane du milieu des affaires, Christian Constantin en Valais et Bernard Rüegger pour Vaud ne sont pas des mécènes. Il s'agit du pêché de naissance de ce projet.» aca